# *Ville de Saint-Georges-de-Mons*



***(Puy-de-Dôme)***

**Procès-Verbal de la réunion du Conseil Municipal**

**du 18 juillet 2023**

L’An deux mil vingt-trois, le dix-huit juillet, **le Conseil Municipal de la ville de SAINT-GEORGES-DE-MONS**, dûment convoqué s’est assemblé à 20 heures, salle du Conseil Municipal de Saint-Georges-de-Mons, lieu ordinaire de ses réunions pour la tenue d’une séance, sous la présidence de Monsieur RAYNAUD, Adjoint au Maire de Saint-Georges-de-Mons.

**Date de convocation :** 12/07/2023

Présents : M. RAYNAUD Dominique, Adjoint au Maire

MM. DESGEORGES Céline, LEFOUR Maryse, BONNAFOUX Daniel, MILLIERAS Maëva, GRATADEIX Jean-François, CROISIER Franck, BESSE LE PROVOST Aline, VALANCHON Annie, AGRAIN Serge, BALY Franck, BRUCALE René, SABOURET Gérard.

Excusés : Mr PERRIN Julien, pouvoir à Mr RAYNAUD Dominique ; Mr DIAS Jean-Pierre, pouvoir à Mr BONNAFOUX Daniel ; Mme TRIPHON Isabelle, pouvoir à Mme MILLIERAS Maëva ; Mme ELOY Ilda, pouvoir à Mme LEFOUR Maryse.

Absent(e) : /

La séance ouverte, il a été conformément à l'article 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil ; Mme BESSE LE PROVOST Aline ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle acceptées.

Nombre de membres en exercice : 17

Nombre de membres présents : 13

Nombre de votants : 17 dont 4 procurations

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**QUESTIONS DEBATTUES**

### Approbation du compte rendu de la réunion précédente :

Le Conseil Municipal, par 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM VALANCHON, AGRAIN, BALY) valide le compte rendu de la réunion du conseil municipal en date du 12 avril 2023.

**DCM 2023/48 : Octroi de la protection fonctionnelle à Mr DIAS Jean-Pierre, Adjoint au Maire**

Mr RAYNAUD donne lecture de l’article L2123-34 du CGCT concernant la protection fonctionnelle d’un élu municipal et propose au conseil municipal d’octroyer cette protection fonctionnelle à Mr DIAS Jean-Pierre, victime de violences dans l’exercice de ses fonctions le 6 octobre 2022.

…

*Mr BALY demande si cela relève de la protection fonctionnelle et des explications sur l’incident.*

*Mr RAYNAUD précise qu’il faut prendre le temps de mieux comprendre les autres, leurs comportements et leurs réactions à des situations sans porter de jugement.*

*Mr BALY insiste pour obtenir des explications.*

*Mr RAYNAUD répond que le conseil n’est pas un tribunal et rappelle qu’il est important de ne pas porter de jugement.*

*Mr AGRAIN demande pourquoi faire cette démarche 8 mois après les faits ?*

*Mr RAYNAUD souligne qu’il est simplement demandé une aide auprès de l’assureur de la collectivité.*

*Mr BALY donne lecture d’un article : « Est un délit pénal qui condamne les individus s’étant réunis dans le but de tromper une personne ou un organisme, afin de détourner généralement de l’argent, et ça s’appelle de l’escroquerie en bande organisée »*

…

A l’issue des débats, Mr RAYNAUD Dominique, Adjoint au Maire, sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide PAR 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (MM AGRAIN Serge, BALY Franck VALANCHON Annie) :***

* ***D’accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Jean-Pierre DIAS, Adjoint au Maire, victime de violences dans l’exercice de ses fonctions le 06/10/2022 ;***

***D’autoriser Mr le Maire ou son représentant à prendre toute décision nécessaire à l’exécution de la présente délibération ;***

***D’accepter que les dépenses qui en résultent soient prélevées sur le budget de la commune.***

### DCM 2023/49 : Mise à disposition d’un Agent Communautaire

Mme DESGEORGES, 3ème Adjointe au Maire, explique qu’il est nécessaire, dans l’intérêt d’une bonne organisation des services, de signer une nouvelle convention encadrant la mise à disposition d’un Agent communautaire au profit de la commune de Saint-Georges-De-Mons en vue d’exercer la mission d’encadrement d’un enfant pour la garderie du matin de 8 h 00 à 8 h 45.

Compte tenu de l’urgence vis-à-vis de l’enfant, Mme DESGEORGES, précise que cette nouvelle convention a déjà pris effet depuis le 27/04/2023. Elle explique que pour des raisons de santé, il n’a pas été possible d’organiser une réunion du conseil municipal en amont.

Mme DESGEORGES demande au conseil municipal d’autoriser Mr le maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d’un Agent communautaire, avec effet rétroactif pour la période désormais achevée du 24 avril 2023 jusqu’au 7 juillet 2023.

…

*Mr BALY fait remarquer qu’il est demandé au conseil municipal de se prononcer sur la mise à disposition d’un Agent communautaire pour la période allant du 24 avril au 7 juillet 2023.*

*Mr RAYNAUD précise que le but était surtout d’apporter en urgence une aide humaine primordiale répondant aux besoins d’un enfant requérant une attention soutenue et continue.*

…

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide PAR 14 VOIX POUR ET 3 ABSTENTIONS (MM AGRAIN Serge, BALY Franck VALANCHON Annie) :***

***d’approuver cette proposition et autorise Mr le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition communautaire au profit de la commune de Saint-Georges-De-Mons, ainsi que tous documents afférents à ce dossier.***

### DCM 2023/50 : Cession parcelle YE n° 129

Mr RAYNAUD Dominique, 1er Adjoint au Maire, propose au Conseil Municipal de valider la cession de la parcelle YE n° 129 d’une superficie de 8 270 m2.

…

Mr GRATADEIX demande s’il ne serait pas plus judicieux de diviser cette parcelle en quatre parties avant la vente ?

Mr RAYNAUD répond qu’il faut voir si un tel projet est possible. Il précise que le terrain étant en forme de botte avec un seul accès de sortie, il serait préférable de privilégier la vente de la parcelle dans sa totalité afin d’éviter des frais de géomètre.

…

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide PAR 14 VOIX POUR ET 3 VOIX CONTRE (AGRAIN Serge, BALY Franck, VALANCHON Annie) :***

* ***d'autoriser la vente de cette parcelle ;***
* ***de nommer l’office notarial de Manzat en charge de la rédaction de l’acte ;***
* ***d’autoriser Mr le Maire, ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente décision.***

### DCM 2023/51 : Mise en conformité des commandes suite à l’optimisation des systèmes de gestion

Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, explique que Territoire d’Energie 63 propose de compléter les travaux d’optimisation des systèmes de gestion de l’éclairage public, par un dossier de mise en conformité électrique des commandes de l’éclairage public.

Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, demande au conseil municipal d’autoriser Mr le Maire ou son représentant à signer la convention exprimant les accords concordants du Comité Syndical et du Conseil Municipal sur le montant du fonds de concours à verser.

Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire précise que l’estimation des dépenses correspondant aux conditions économiques, à la date d’établissement du projet, s’élève à 2 700.00 € HT. Le Territoire **prend** à sa charge la réalisation de ces travaux en les finançant dans la proportion de 60 % du montant HT, et en demandant à la commune un fonds de concours égal à 40 % de ce montant auquel s’ajoute l’intégralité du montant TTC de l’écotaxe s’il y en a, soit 1 080.00 €.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité d’approuver cette proposition et autorise Mr le Maire ou son représentant à signer la convention de financement de travaux d’éclairage public d’intérêt communal et tous les documents afférents à cette décision.***

### DCM 2023/52 : Demande de subvention exceptionnelle par l’école élémentaire

Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, cède la parole à Mme DESGEORGES, 3ème Adjoint au Maire, laquelle présente à l’assemblée une demande de subvention exceptionnelle afin de permettre l’acquisition de manuels scolaires.

Mme DESGEORGES explique qu’il s’agit de livres pédagogiques. Mme DESGEORGES de dire que la somme demandée est de 160.00 €.

L’exposé terminé, Mme DESGEORGES, 3ème Adjointe au Maire, sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité :***

* ***d’accepter la proposition ;***
* ***de dire que les crédits afférents seront pris à l’article 65748 du budget principal.***

# DCM 2023/53 : CC CSM – Approbation du rapport de la CLECT juin 2023

Monsieur RAYNAUD Dominique, 1er Adjoint au Maire, informe le conseil municipal que la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) s’est réunie le 05 juin 2023 pour examiner des corrections concernant l’évaluation de charges concernant la compétence voirie.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Augmentation/Diminution du transfert de charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Commune** | **Objet** | **Montant de la modification du transfert de charges** |
| Marcillat | Diminution transfert de charges FONCTIONNEMENT voirie | 5 500,00 € |
| Marcillat | Diminution transfert de charges INVESTISSEMENT voirie | 15 000,00 € |
| Montcel | Augmentation du transfert de charges investissement voirie | + 2 000,00 € |
| Yssac la Tourette | Diminution du transfert de charges investissement voirie | 2 000,00 € |
| Yssac la Tourette | Diminution du transfert de charges fonctionnement voirie | 1 500,00 € |

En séance du 05 juin 2023, le rapport de la CLECT a été adopté à l’unanimité.

Le rapport de la CLECT doit faire l'objet d'une approbation par la majorité qualifiée des communes membres (deux tiers des communes représentant plus de la moitié de la population ou la moitié des communes représentant les deux tiers de la population).

Une fois adopté par la CLECT et par les conseils municipaux à la majorité qualifiée visée ci-dessus, le rapport constitue la « base de travail » indispensable pour déterminer le montant de l'attribution de compensation qui sera versée par la communauté à chaque commun membre.

Son exposé terminé, Mr RAYNAUD,1er Adjoint au Maire propose au conseil municipal d’approuver le rapport de la Commission Locale d’Evaluation des Charges transférées tel que présenté ci-dessus et sollicite le débat dans l’assemblée.

Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

 A l’issue des débats, Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité, d’accepter la proposition :***

# APPROUVE le rapport de la Commission Locale d’Evaluation des Charges transférées tel que présenté ci-dessus,

# AUTORISE le cas échéant, Mr le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.

### DCM 2023/54 : DM n°1 – Budget annexe du complexe sportif Jean Duval

# Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire, prend la parole et propose au Conseil Municipal de valider un projet de DM n°1 au budget annexe du complexe sportif.

# Ce dernier s’établit comme suit :

# Section de fonctionnement : RAS

# Section d’investissement :

# Dépenses :

# Art 2138 : - 2 260 €

# Art 2041582 : + 2 260 €

#

# Son exposé terminé, Mr RAYNAUD, 1er Adjoint au Maire sollicite le vote de l’assemblée.

# Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l’unanimité de valider la proposition et d’autoriser Mr le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.

### DCM 2023/55 : Création et suppression simultanée de poste (s)

Mr RAYNAUD,1er Adjoint au Maire, cède la parole à Mme DESGEORGES Céline, 3ème Adjointe au Maire, laquelle explique qu’afin de régulariser la situation de deux Agents, il est proposé au Conseil Municipal de procéder à la création de 2 postes d’Adjoints Techniques et à la suppression simultanée de deux postes d’Adjoints Techniques sur un temps équivalent.

Un poste sera à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 34 heures au 01/08/2023 et l’autre poste sera à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 33 heures au 01/09/2023.

Elle présente le tableau des effectifs globaux à cette occasion, ce dernier est annexé à la présente délibération.

Son exposé terminé, Mme DESGEORGES, 3ème Adjointe au Maire, sollicite le débat dans l’assemblée. Les propos tenus au sein de l’assemblée sont consignés au Procès-Verbal.

…

*Mr BALY demande pourquoi ces contrats ne sont pas proposés à 35 heures.*

*Mme DESGEORGES signale que ces contrats de 33 heures et de 34 heures sont identiques aux horaires actuels.*

*Mr BALY demande si c’est un souhait de la collectivité de ne pas passer ces Agents sur un temps complet ?*

*Mr RAYNAUD répond que ces contrats sont conformes aux besoins de la collectivité et en accord avec les deux parties.*

…

A l’issue des débats, Mme DESGEORGES, 3ème Adjointe au Maire sollicite le vote de l’assemblée.

***Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l’unanimité :***

* ***Valide la proposition ;***
* ***Dit que la présente délibération prendra effet au 01/08/2023 pour le poste à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 34 heures et au 01/09/2023 pour le poste à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 33 heures ;***

***Autorise le Maire ou son représentant à signer tous documents afférents à la présente délibération.***

### Rapport des délégations données au Maire :

Mr RAYNAUD Dominique fait état de 7 déclarations d’intentions d’aliéner n’ayant pas fait l’objet de l’exercice de droit de préemption urbain.

**Rapport d’activité des syndicats intercommunaux**

1/ Communauté de Commune Combrailles, Sioule et Morge :

* Mr RAYNAUD informe que la société AUBERT & DUVAL travaille avec CC CSM sur la récupération de la chaleur des fumées en sortie de cheminée des fours (chaleur fatale). La chaleur des fours serait récupérée, emmagasinée et transportée sur différents bâtiments collectifs ou distribuée par des conduits reliés directement aux bâtiments. Des études en cours sont actées. La société AUBERT & DUVAL et la CC CSM financent et portent ce projet.

2 / SIAEP Sioule et Morge :

Mr RAYNAUD rappelle que le Syndicat Sioule et Morge travaille actuellement sur la station d’épuration de Courteix, puis dans deux ans, il s’occupera de la station de la Viouze.

Mr RAYNAUD explique qu’en début de mandat, le Département avait prévu de refaire le revêtement de la route départementale sur « l’Avenue des Volcans ». Il a été décidé en bureau municipal de différer ces travaux et de demander une expertise des réseaux d’eau et d’assainissement pour cette voie. Après expertise, le rapport du Syndicat Sioule et Morge sur cette partie de voirie démontre le besoin d’une remise en état des réseaux et d’une mise en conformité de l’assainissement notamment en ce qui concerne le réseau séparatif.

Dans un premier pour 2024, un accord a été acté entre le Syndicat Sioule et Morge, le Département et la commune pour une remise en état partielle de la chaussée à moindre coût sur « l’Avenue des Volcans ». Dans un second temps, le Syndicat Sioule et Morge s’engage à constituer un dossier de financement pour

la remise en état complète des réseaux.

En conclusion dans un délai de 5 à 6 ans les travaux définitifs de revêtement de la chaussée et les travaux de remise à neuf des réseaux sur une partie de « l’Avenue des Volcans » seront effectifs.

3/ SIRB :

RAS

4 / SYDEM :

Mr AGRAIN informe l’assemblée qu’il n’y a pas eu de réunion et qu’à partir du mois de juillet les colonnes sont ramassées.

6/ EPF SMAF :

RAS.

7/ TE ENERGIE Puy-de-Dôme :

RAS.

**Questions diverses**

* **POINT SUR LE DOSSIER SANTE**

Mme LEFOUR fait part à l’assemblée que Mme CONDAT avait programmé une journée en juin pour la venue d’internes en médecine afin de leur faire connaître notre territoire. N’ayant pas assez de bénévoles pour pouvoir générer cette journée, elle est reportée en septembre. Le but étant de faire connaître le territoire pour donner envie aux médecins de s’installer.

* **POINT DE SITUATION SUR L’AUBERGE LE ST GEORGES**

Mr RAYNAUD rappelle que l’’ouverture de l’auberge a eu lieu le 15 juin dernier. Il précise que la commune n’a pas à ce jour tous les éléments financiers, notamment les subventions, permettant l’établissement d’un bilan sur le montant total des travaux de l’Auberge. Mr RAYNAUD annonce que l’état financier sera diffusé lors d’un prochain conseil municipal.

* **INFORMATION SERVICES TECHNIQUES :**

Mr RAYNAUD informe de la titularisation de Monsieur William BEURY aux Services Techniques au 1er juillet 2023.

Mr RAYNAUD signale que la commune a fait appel à deux micro-entreprises de ST-GEORGES-DE-MONS pendant la saison estivale, afin de réaliser le désherbage mécaniquedes trottoirs.

Mr RAYNAUD propose de conclure un contrat de travail à durée déterminée pour deux personnes de la commune de ST GEORGES DE MONSafin de pallier aux absences de personnel au mois d’aôut.

* **POINT DE SITUATION SUR LE COMPLEXE SPORTIF JEAN DUVAL**

Mr RAYNAUD informe qu’une réunion a eu lieu en présence de tous les dirigeants du complexe concernant la problématique des coûts de fonctionnement et d’investissement. Il détaille l’analyse réalisée par le président d’Omnisports sur l’utilisation du complexe sportif, à savoir :

545 licenciés répartis sur les 35 communes (33 % pour St-Georges-De-Mons, 20 % pour les Ancizes-Comps, 11 % pour Chapdes-Beaufort et 4.4 % pour Manzat).

Mr RAYNAUD informe l’assemblée que le complexe sportif Jean Duval a été acquis pour l’euro symbolique le 17 septembre 2018.

Mr RAYNAUD rapporte qu’une étude réalisée en 2019 par la CC CSM portait sur la question du rachat ou non du complexe sportif. Cette étude démontrait le besoin d’investir pour un montant de 1 500 000 €.

Le constat est le suivant : Quels sont les besoins d’investissements en urgence et qui finance ?

Mr RAYNAUD affirme que la commune seule ne peut subvenir aux besoins de fonctionnement et d’investissement du complexe sportif et que le Président de l’Omnisport a bien compris cela ainsi que toutes les personnes présentes à la réunion.

Mr RAYNAUD a retrouvé dans les archives un document qui donne la moyenne du coût de fonctionnent du complexe sportif à 250 000 € par an pour les années de 2008 à 2012, et à 1.5 million pour l’investissement.

Mr RAYNAUD tient à préciser que le complexe sportif ne sera pas abandonné et les élus feront tout pour garder ce lieu, mais il insiste sur le fait qu’il est aujourd’hui urgent d’agir pour garantir à ce complexe le moyen de sa subsistance, car la commune ne peut compenser à elle seule le coût de fonctionnement de cet équipement. Tout le monde a bien intégré le fait que la commune a besoin d’aide. C’est pour cela que tous les Présidents et les élus s’uniront pour établir un projet commun d’investissement et de fonctionnement dans le but de solliciter des fonds aux différentes instances et différents partenaires.

Mr RAYNAUD souligne que l’objectif étant de mettre en place un plan de financement sur plusieurs années afin de garantir l’exploitation et la survie du complexe sportif Jean Duval.

Mr AGRAIN demande pourquoi la commune ne recrute pas des contrats emploi-jeunes pendant les congés, (2 en juillet et 2 en août) car le fait d’établir des contrats CDD représente un coût ? Il précise que ces jeunes devront être issus de la commune.

Mr RAYNAUD répond qu’une seule personne est concernée pour 15 jours mais il suggère à Mr AGRAIN de proposer des jeunes. Mr RAYNAUD précise que la motivation sera bien évidemment prise en compte.

Mr CROISIER propose de faire un appel à candidatures.

Mr RAYNAUD explique que la demande a été faite à partir du moment où les congés ont été connus.

Mr CROISIER demande si la titularisation de William n’aurait pas dû être validée par le conseil municipal ?

Mr RAYNAUD répond que la titularisation de William a été validée en commission voirie ; il explique que la création d’emploi est de la compétence du conseil municipal mais le Maire est le seul habilité à recruter un Agent.

Mr BALY demande quel soutien la commune a-t-elle apporté au magasin VIVAL qui va fermer ?

Mr RAYNAUD répond que la commune fait travailler VIVAL et chacun des commerces de la commune en atteste un état des sommes dépensées par la commune dans chaque commerce de la ville qui sera donné à une prochaine réunion du conseil municipal. Mr RAYNAUD ne peut que regretter la fermeture du VIVAL.

Mr BALY demande ce qu’il en est du lotissement privé aux Richards, 8 ou 4 maisons ?

Mr RAYNAUD indique que le projet retenu comporte 4 maisons.

Mr BALY demande si quelque chose est prévu concernant la vitesse dans les villages ?

Mr RAYNAUD précise que les requêtes formulées lors de la réunion organisée à Montbuisson ont bien été prises en compte, le miroir est mis en place et la reprise de l’accotement est réalisée.

Mr RAYNAUD ajoute que s’il y a d’autres besoins, il suffit de prendre rdv, se rendre sur place et voir ce qui est possible de faire à condition que le budget le permette.

Mr BALY annonce que la fibre est enfin arrivée à Montbuisson. Il dit avoir reçu un courrier de Mme la Députée et la remercie.

Mr RAYNAUD salue le travail de Mr Julien PERRIN qui a bien œuvré pour que la fibre soit rapidement déployée sur la commune.

Mr BALY signale que le muret de la place du marché est toujours à refaire, il suffirait de mettre du ciment plutôt que de mettre de la rubalise.

Mr RAYNAUD répond que le dossier est dans les mains de l’assureur.

Mr BALY pense que le danger est imminent et qu’il faut refaire le muret rapidement.

Mr RAYNAUD est d’accord, c’est trop long, la commune va s’en occuper.

Mr BALY fait part d’une demande d’isolation extérieure, câble sur la façade de la commune, il faut changer le tendeur pour en mettre un de 20 cm.

Mr RAYNAUD prend note.

Mr BALY regrette le manque d’intérêt des élus pour la fête des écoles où un seul élu du groupe majoritaire était présent.

Mr RAYNAUD répond que comme très souvent certains élus préparent les festivités et d’autres se contentent d’assister aux évènements.

Mr GRATADEIX fait part du problème de divagation des chiens et d’absence de muselière dans les villages et demande l’affichage des textes dans les villages.

Mr RAYNAUD dit que ce problème sera étudié.

**Intervention du public :**

Il est signalé que les bancs sur la place de l’église sont délabrés et ne sont pas propres.

Il est assuré que cette dépense sera inscrite au budget.

Il est demandé s’il est envisagé d’enregistrer les réunions du conseil municipal car les réponses sont différentes dans le compte-rendu.

Il est répondu que cet acte n’est pas prévu dans le règlement intérieur.

Il est indiqué que le conseil municipal peut être enregistré et filmé sauf les Agents Communaux.

Il est demandé si quelque chose est fait pour la canicule ?

Il est certifié que lorsque la Préfecture déclare la commune en état de canicule, les personnes handicapées, âgées, fragilisées ou isolées sont contactées afin de les inscrire sur le registre communal, permettant de localiser les personnes en difficulté afin de leur proposer une aide adaptée.

Il est signalé une décharge sauvage et qu’une voiture est tombée

Il est répondu que la départementale est en travaux, la DDE relève le virage avec de la terre pour limiter les accidents.

Il est signalé la panne de l’horloge de l’église.

Il est répondu que la réparation se fera le 8 août 2023 dans le cadre d’un repair café.

Il est demandé où en est la situation de l’agriculteur à La Vauzaine.

Il est certifié que la commune était présente à l’expertise. Aujourd’hui, l’agriculteur n’a plus de bêtes. La commune n’a pas de retour sur le jugement car c’est une affaire concernant le privé.

Au conseil du mois d’avril, il a été demandé au Maire de présenter le projet jeunesse, est-il possible de le faire ce soir ?

Il est assuré qu’à ce jour, le terrain stabilisé n’est pas encore acheté par la CC CSM, le projet sera revu en fonction des élèves et des études du terrain. Bientôt des ombrières seront installées avec des panneaux solaires pour le parking, la piscine et le Pôle Enfance Jeunesse.

Il est dit qu’une réunion était prévue à ce sujet selon Mr le Maire.

Il est déclaré que dès réception de nouvelles informations sur ce dossier, elles seront données prochainement en conseil municipal.

Il est demandé la possibilité de présenter les CMJ en conseil municipal.

Il est précisé que c’est compliqué en semaine avec l’école le lendemain. Une solution sera étudiée à l’automne.

Il est signalé des chiens de chasse qui hurlent jour et nuit, des voitures garées dans le virage à Courteix avec visibilité zéro, des arbres de la commune à tomber, des chevaux qui divaguent toute l’année, des motos dans les bois, le char du comité des fêtes encombre le hangar du village alors que les agriculteurs ont du matériel qui reste dehors, les vaches de Queuille qui ne doivent pas venir à Courteix, et l’absence de convocation pour les biens de sections.

Il est répondu que, pour ce qui est du terrain communal utilisé par un agriculteur de Queuille, il a été proposé aux agriculteurs de Courteix et notamment à la plaignante, mais personne n’en a voulu.

Il est déclaré que ces problèmes vont être analysés afin de voir ce qu’il est possible de faire.

Il est signalé qu’un projecteur extérieur est resté allumé toute la nuit pendant 15 jours depuis Richemeunier.

Il est signalé un candélabre au Vernet vers chez Mr HEYER resté allumé.

#### Il est répondu que tous les candélabres ne sont pas encore reliés au système automatisé. Un rendez-vous sera pris pour identifier le problème avec SOBECA.

Il est rapporté que l’association « Voyages Loisirs » n’a pas eu de subvention communale alors que certains frais incombent plutôt à la collectivité comme les panneaux, le transport.

Il est répondu que les dépenses ont été revues à la baisse suite à l’augmentation des énergies entre autres. Le dossier pourra éventuellement être revu au prochain budget.

Il est affirmé qu’une lettre sera adressée à Mr le Maire.

**La séance est levée à 21 h 31**